



Avec une participation très élevée de 89,49 % aux dernières élections professionnelles de 2014, les agents de la DDFIP de Corrèze ont montré leur attachement à la démocratie sociale et à la vie syndicale. C'est tout aussi vrai au niveau national avec 86% de participation.

C'est pour nous une fierté, mais aussi une responsabilité dont nous sommes pleinement conscients.

Cette responsabilité nous amène principalement à intervenir à travers 3 grands axes :

- Etre en permanence aux cotés des agents afin de connaître au plus près leurs besoins, leurs problèmes et leurs revendications,
- Préparer les différentes instances,
- Rendre compte de leur déroulé de façon exhaustive.

La direction générale veut de façon totalement unilatérale et brutale interdire aux élus, tant au plan national que local, d'assumer leurs responsabilités définies ci-dessus.

Elle veut diviser par 2 les autorisations d'absence consacrées aux Comités Techniques et aux Commissions administratives paritaires. De plus, elle impose aux directions locales de dupliquer ce schéma, sans aménagement possible. Pour la DG nous devons choisir entre la préparation ou le compte rendu, mais pas les deux !!

Avec cette attaque frontale contre le dialogue social, dès demain, les représentants du personnel seront dans d'énormes difficultés, voire dans l'impossibilité de défendre les droits à mutation, à avancement, à recours contre l'évaluation, et plus généralement les conditions de vie au travail et les missions.

Si demain, les organisations syndicales sont réduites au silence, ce sont les agents qui seront réduits au silence ! Car à travers les représentants du personnel, ce sont bien les agents, leurs règles de gestion, leurs droits et garanties que vise la direction générale !

Les sections syndicales des finances publiques de Corrèze ; Solidaires FiP, CGT Finances et FO DGFIP, attachées au respect de la démocratie, aux droits des élus du personnel, tout comme à la défense individuelle et collective des agents, condamnent sans appel le diktat de la DGFIP et exigent le retrait de ces régressions inacceptables.

Pour ces raisons ils ne participeront pas au Comité Technique Local convoqué ce jour pour entériner un nouveau règlement intérieur inique.

Les élus Solidaires FiP, CGT Finances, FO DGFIP.